

PROJET NATIONAL DE MUTATION DES CONTRÔLEU-SE-R-S MOUVEMENT COMPLEMENTAIRE AU 1^{ER} MARS 2015 ASSIGNÉ-E-S À RÉSIDENCE ...

Mouvement de mutation des Contrôle-u-se-r-s :

- 1^{er} septembre 2014: 1543 postes de contrôle-u-se-r-s vacants.
- 1^{er} mars 2015: 1975 postes de contrôle-u-se-r-s vacants!

Forte de ces orientations politiques actuelles, la Direction générale poursuit, avec toujours plus d'acharnement, le massacre de l'emploi dans notre administration : aux suppressions officielles s'ajoutent les suppressions déguisées sous forme d'emplois vacants (mais toujours budgétisés).

Le projet de mouvement complémentaire de mutation des contrôle-u-se-r-s qui vient de paraître en est une parfaite illustration : la DG annonce plus de 1 975 postes B vacants au 1^{er} mars 2015! (1 543 emplois étaient vacants au 1^{er} septembre 2014) et répartie la pénurie comme suit :

- Filière gestion publique 1170 emplois B vacants : 721 en province et 449 en Île-de-France, **soit une augmentation de plus de 25 % en 4 mois** ;
- Filière fiscale 805 emplois B vacants : 573 en province et 232 en Île-de-France, **soit une augmentation de presque 33 % en 4 mois**.

Au total, et toutes filières confondues :

- **95 directions** enregistrent une vacance d'emplois B supérieure à 5 agents.
- **60 directions** enregistrent une vacance d'emplois B supérieure à 10 agents.
- **39 directions** enregistrent une vacance d'emplois B supérieure à 15 agents.
- **26 directions** enregistrent une vacance d'emplois B supérieure à 20 agents.

C'est un triste record dont les agent-e-s de la DGFIP se passeraient bien !

Depuis le début de la crise économique, sous couvert des politiques d'austérité européenne, les gouvernements de droite et de gauche qui se sont succédés, imposent des coupes budgétaires sans précédent à la fonction publique.

Sous couvert de réorganisation des services publics et de « rationalisation des coûts », les gouvernements assurent une casse organisée de la fonction publique : par les suppressions massives d'emploi
par une présence et répartition de plus en plus inégale des missions de service public sur l'ensemble du territoire.

Ils entretiennent ainsi la fracture entre les différentes classes sociales !

Objectif inavoué à court terme: l'interministérialisation des missions de service public, la mobilité forcée et la disparition du statut de fonctionnaire.

Montreuil, le 14 octobre 2014

Syndicat national CGT Finances Publiques

Case 450 ou 451

263 rue de Paris 93514 Montreuil Cedex

• www.financespubliques.cgt.fr

• Courriels : cgt@dgfip.finances.gouv.fr

• dgfip@cgt.fr

• Tél : 01.55.82.80.80 • Fax : 01.48.70.71.63



...Et aux travaux forcés !

Dans cet état des lieux calamiteux, seuls 214 agents sur les 2348 demandes formulées ont pu avoir satisfaction dans le projet de mouvement complémentaire, soit seulement 129 contrôleurs filière fiscale et 85 contrôleurs filière gestion publique.

Au « blocage » des mutations subies par certain-e-s agent-e-s de la DGFIP s'ajoutent ce que tou-te-s les agent-e-s supportent au quotidien du fait des suppressions et vacances d'emploi : dégradation des conditions d'exercice des missions, stress, souffrance au travail, difficultés professionnelles croissantes, problèmes de formation dans les petits postes, pression hiérarchique et entre collègues, etc.

Nous voilà quasiment revenus au temps des travaux forcés !

Les élu-e-s de la CGT Finances Publiques exigent :

- ✓ l'arrêt des suppressions d'emplois ;
- ✓ l'augmentation significative du volume de recrutement du concours commun B ;
- ✓ la création de postes à hauteur des besoins des services ;
- ✓ que toutes les vacances d'emplois soient pourvues dès lors qu'il existe des demandes ;
- ✓ L'appel immédiat des listes complémentaires.

Sans réaction collective des agent-e-s de notre administration, la situation va s'aggraver : en effet, aux vacances d'emploi déjà actées, s'ajoutent plus de 2 000 suppressions d'emploi à la DGFIP (annonce PLF 2015) rendant les possibilités de mutations pour les années à venir quasi nulles et les conditions de travail de plus en plus détériorées !

La CGT Finances Publiques appelle tou-te-s les agent-e-s à participer aux différentes actions et mobilisations du 16 octobre afin de dénoncer la casse intolérable du Service public !

